



# crus.ch

Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten  
Conférence des Recteurs des Universités Suisses  
Conferenza dei Rettori delle Università Svizzere  
Rectors' Conference of the Swiss Universities

## **Consultation sur l'Ordonnance relative à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE)**

*Prise de position de la CRUS, version adoptée par le Plénum le 3 juillet 2014.*

Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR a ouvert le 5 mai 2014 une procédure d'audition sur l'ordonnance de mise en vigueur de la LEHE.

La CRUS salue la désignation du Chef du DEFR comme membre compétent du Conseil fédéral (art. 1). Elle est tout aussi favorable à ce que le SEFRI soit chargé de gérer les affaires de la CSHE (art. 2).

Elle salue aussi la prorogation jusqu'au 31 décembre 2016 (art. 3, litt. a) des articles 13 à 21 et 23 de la LAU, permettant ainsi de poursuivre le financement des universités sur les bases légales actuelles jusqu'à la fin de la période de financement en cours.

L'art. 7 al. 1 litt. a. fixe au 31 juillet 2016 le délai pour déposer des demandes de contributions pour investissements immobiliers. La CRUS comprend qu'un délai de 5 mois (du 30 juillet 2016 au 1<sup>er</sup> janvier 2017) est nécessaire pour le traitement des requêtes en vue de décisions prises pour la fin de l'année. L'élévation de 3 à 5 millions de francs de la limite inférieure des investissements subventionnés ne devrait pas poser de problèmes, la grande majorité des projets de constructions universitaires étant supérieurs à 5 millions de francs.

Un délai de dix ans pour le dépôt des décomptes finaux semble raisonnable (art. 7 al. 3), pour autant que celui-ci soit compté à partir de l'entrée en vigueur du financement selon la LEHE, c'est-à-dire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et non pas à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, date de l'entrée en vigueur de la LEHE.

L'art. 8 fixe au 31 décembre 2015 le délai pour déposer des demandes de contributions pour investissements non immobiliers et au 30 septembre 2016 le délai pour le dépôt des décomptes finaux correspondants. La CRUS comprend que l'année 2016 est la dernière année pour laquelle des contributions pour investissements non immobiliers seront versées. A partir de 2017, les moyens correspondants devraient servir au financement des contributions pour les locations de locaux. Il importe dès lors que les subventions pour les investissements non immobiliers puissent être effectivement versés en 2016. Il apparaît dès lors raisonnable de fixer le délai pour le dépôt des requêtes au 31 décembre 2015. Il en va de même du délai du 31 septembre 2016 pour le dépôt des décomptes finaux. Ce délai obligera certes les universités à s'organiser, mais il présente l'avantage de permettre le versement des contributions pour la fin de l'année 2016, comme le prévoit l'art. 43 al. 1 de l'OAU.

La CRUS est favorable à l'abrogation, à l'art. 12 al. 1, de l'OAU, étant donné que les art. 6 à 52 OAU restent effectifs jusqu'au 31 décembre 2016 (art. 14, litt. a).

La CRUS est enfin favorable au remplacement de la référence à la LAU par une référence à la LEHE dans les dispositions de l'ordonnance sur les professions médicales concernant l'accréditation des filières de chiropratique (art. 13).

La CRUS renonce à se prononcer sur les articles 4, 5, 6, 9, 10 et 11 qui concernent uniquement les HES. Elle se ralliera à ce propos à la position de la KFH.